

Ils donnent l'ordre aux cellules staliniennes de déposer dans les entreprises des cahiers de revendications et de faire débrayer durant 15 minutes. Mais les ouvriers qui suivent l'ordre de débrayage refusent de reprendre le travail avant d'avoir obtenu satisfaction : la combattivité ouvrière avait dépassé la manœuvre stalinienne.

Sur ce, le Sénat fait tomber Blum.

Un ministère d'Union Nationale franco-russe, orienté à droite se forme. Les staliniens précipitent la capitulation ouvrière. Après avoir endigué le mouvement gréviste, ils le fractionnent : d'une part métallurgie, d'autre part aviation. Dans la métallurgie, ils ordonnent la cessation de la grève. Puis, dans l'aviation ils font de même.

Et le lendemain de la déclaration ministérielle, l'arbitrage est général dans l'aviation et le travail est repris dans la métallurgie avant signature d'aucun accord.

Tous les moyens de pression sont bons pour briser une grève : à la Lorraine (usine nationalisée) existe une cellule de huit camarades. La direction syndicale stalinienne les empêche physiquement de prendre la parole. Par ailleurs, deux ouvrières staliniennes se plaignent au directeur que le secrétaire de la cellule les a menacées d'un revolver, et les responsables syndicaux staliniens dénoncent nos camarades qui sont renvoyés. De tels procédés ne vont pas sans accroître le mécontentement : C'est ainsi que dans une usine que les ouvriers se préparent à évacuer, la déléguée des techniciens reçoit son avis de licenciement (il faut savoir que la Fédération des Techniciens, très influencée par le P.O.I. est violemment attaquée par les staliniens). Immédiatement l'usine est réoccupée jusqu'à ce que cette mesure de renvoi soit remportée.

Mais tout cela ne va pas sans entraîner une profonde démoralisation de la classe ouvrière. C'est ce que recherchait la direction stalinienne. Le mouvement a, en effet, coïncidé avec une diminution systématique du rendement par carence de matière première ; diminution voulue par les patrons eux-mêmes et qui font ainsi chanter le gouvernement depuis des mois pour le contraindre à régler le conflit social à leur profit. Les staliniens ont, dans les pires conditions, aidé à déclencher un mouvement pour le faire ensuite avorter, faisant d'une pierre deux coups : d'une part, montrer au gouvernement leur emprise et leurs possibilités de manœuvre sur les ouvriers ; d'autre part, briser le prolétariat et le décourager d'entreprendre toute nouvelle action. Ce qui met en évidence la manœuvre c'est le fait que les revendications ne se limitent qu'à une légère augmentation de salaire qui ne comblait pas du tout la diminution de 18% de la capacité d'achat de juin 1936 et qui, par suite, ne pouvait justifier un mouvement d'une telle ampleur.

Le danger de cette défaite vient de ce qu'elle peut être le point de départ du reflux de la combattivité ouvrière, conjuguée qu'elle est avec l'écrasement de la

Catalogne. On l'a déjà constaté à plusieurs symptômes : renforcement et audace accrue des syndicats professionnels, accroissement des adhésions aux syndicats chrétiens et peut être aussi une baisse des effectifs syndicaux ne va-t-elle pas tarder à se déclarer ?

Deux perspectives politiques se présentent à nous :

1. - Devant la trahison du « Front Populaire », les masses ouvrières tenteraient de le déborder dans un vaste mouvement qui, vu son « organisation », serait battu. Mais cette défaite serait une leçon car elle permettrait au prolétariat de réaliser ce qu'est la duplicité de ses dirigeants et de renforcer très rapidement l'avant-garde organisée. Cela serait pour la France ce que, par analogie avec la Révolution russe où, les Soviétiques ne voulant ni gouverner, ni se laisser gouverner, le pouvoir était à prendre (ce qu'un camarade nommait « nos journées de Juillet »).

2. - On assistait à un recul agité et tumultueux, mais continu, quoique lent, du prolétariat ; recul pouvant aller jusqu'au fascisme, à moins que la guerre ne prévienne le processus, tout en l'accéléralant sous forme d'un gouvernement dictatorial d'Union et de Défense Nationales.

Cette double perspective repose sur une double constatation. Mais étant contradictoires, elles ne font que justifier le balancement : ce sont, d'une part, l'extrême faiblesse et l'isolement de l'avant-garde qui font douter de son influence immédiate sur les masses, et de l'autre, la constance et l'extraordinaire combattivité des ouvriers qui, depuis deux ans, s'accrochent à la défense de leurs intérêts et ne cèdent pas à la démagogie fasciste, malgré la trahison répétée et toujours plus ample de la direction ouvrière.

En tous cas, il est certain qu'un mouvement comme celui qui vient d'échouer, va hâter le processus dans un sens ou dans l'autre.

Toute la question est de savoir si l'avant-garde aura le temps de profiter d'une cassure assez ample pour se lier aux entreprises (avec un certain nombre desquelles elle est déjà en contact permanent) jusque pouvoir en diriger le mouvement ?

Certains faits permettent d'espérer qu'il reste des chances appréciables à courir. Citons un fait de détail, mais à titre de symptôme : à la réunion des délégués métallurgistes de l'aviation au cours de laquelle la discussion syndicale notifia signature par elle de l'accord d'arbitrage, les principaux délégués s'élevèrent très violemment contre cette tactique et, à la sortie, décidèrent de se lier systématiquement entre Comités de délégués, manifestant ainsi qu'ils en étaient arrivés à perdre toute confiance dans les responsables syndicaux.

Un autre fait, est la dissolution bureaucratique de la Fédération de la Seine du Parti Socialiste. Cette crise a été provoquée par l'ensemble des faits suivants : Aux dernières élections fédérales, en même temps que la Gauche Révolutionnaire obtenait la majorité dans sept Fédérations, la province subissait une forte poussée

à gauche. Tout les ouvriers entrés assez nombreux dans le Parti Socialiste après Juin 1936, avaient adhéré à la gauche révolutionnaire et constitué les Amicales Socialistes d'Usines. Au moment de la crise autrichienne doublée par celle du Gouvernement Chautemps, alors que la bureaucratie S. F. I. O. avait lancé un appel à l'Union Nationale, la Gauche Révolutionnaire avait réagi par un tract intitulé : « A bas l'Union Nationale ! », qui reprenait la déclaration de la minorité au Conseil National du 12 Mars 1938, laquelle déclarait : « qu'indéfectiblement attachée au principe de la lutte de classe inscrite dans la charte fondamentale du Parti Socialiste, la gauche révolutionnaire rejette l'Union Nationale sous quelque prétexte et sous quelque forme qu'elle se présente ; elle proclame qu'il n'est pas de défense nationale pour la masse des travailleurs tant que ceux-ci n'ont pas conquis la direction économique et politique du pays. »

Au moment de la constitution du ministère Blum, nouvel appel à l'Union Nationale et nouvelle protestation ; au moment des grèves, violente altercation entre Pivert, secrétaire Fédéral de la Seine et Desphilippin, responsable national des Amicales Socialistes ; au moment de la dernière présentation de Blum devant le Sénat, 10.000 manifestants répondent à l'appel de la Fédération de la Seine. Depuis quelques mois cette même Fédération éditait le journal « Juin 1936 » où Pivert répond systématiquement à l'Union Sacrée : « Les prolétaires n'ont pas de patrie ». Les appels de plus en plus pressants se répètent et bourdonnent aux oreilles des chefs réformistes. La situation devient intolérable pour la bureaucratie S. F. I. O., malgré les compromis, malgré la confusion politique considérable de la Gauche Révolutionnaire. A ce même Conseil National du 12 Mars, la minorité avait voté contre la bureaucratie la non participation au gouvernement Chautemps : d'où l'attaque rapide qui suivit. C'est la quatrième destruction de la minorité d'extrême-gauche dans le Parti Socialiste : Celle du Groupe Trotskyste en Septembre 35, celle des J. S. de Creil en Août 37, celle de la Fédération Socialiste des Etudiants et enfin la suspension de Pivert et dissolution de la Fédération de la Seine.

Quelles sont les perspectives sur ce plan ?

Le mouvement de la Gauche Révolutionnaire est d'une confusion extrême et assez hétéroclite. La direction est infiniment plus à droite que les adhérents. Dernièrement, pour échapper à la pression révolutionnaire de la base, Pivert organisa une campagne de meetings de Front Unique contre la guerre et l'Union Sacrée... avec les pacifistes. Mais il refuse systématiquement toute action concrète avec le P. O. I. Il ne s'accroche pas aux ouvriers qu'il laisse sous l'influence des staliniens et ne sert que de couverture de gauche aux réformistes. Ainsi, au cours des dernières grèves, la G. R. pratiqua une politique d'opposition et d'absentement sous prétexte que la grève gênait le gouvernement Blum ! La direction, et Pivert en Particulier, se sont bien gardés de développer aucune politique co-

hérente, aucune perspective claire au sein de leur mouvement de sorte que ce dernier est resté dans la pire confusion.

Toutes les compromissions passées de Pivert conduisent à penser qu'il poussera très probablement à un nouveau compromis, sous le couvert de la conservation verbale de formules révolutionnaires. La plus grande partie des éléments resterait alors dans la S. F. I. O., au prix d'une capitulation dont il n'aurait qu'à demi conscience. Une partie importante se détournerait, désemparée, de toute action politique. Enfin une fraction, la plus petite, mais la plus active et la plus consciente politiquement, rejoindrait le P. O. I. Cependant, on peut être enclin à penser qu'un parti centriste assez nombreux se formerait d'ici quelque temps. Une telle hypothèse peut être envisagée si l'on considère que la base sentant l'impossibilité d'une action quelconque, même confuse, dans la S. F. I. O., pousse à la rupture ; que les Fédérations de province protestent de plus en plus ouvertement, et qu'à l'extérieur, enfin, existe une certaine masse d'éléments qui attend la formation de ce parti centriste, ne voulant ou n'osant pas adhérer au P.O.I. Si Pivert s'orientait dans cette voie, il aurait avec lui mille adhérents environ dans la région parisienne et trois ou quatre mille nationale-

Une telle conjoncture ne ferait qu'accroître la confusion au sein des masses. Un parti centriste n'est rien d'autre qu'un pis-aller destiné à leurrer un peu plus longtemps le prolétariat ; la seule issue pour tout révolutionnaire conscient est et reste la IV^e Internationale.

Quant au point de vue diplomatique international, tout porte à croire que la France s'engagera d'ici peu dans le nouveau pacte à trois, ce qui coïnciderait avec une rupture de l'axe Rome-Berlin. Une telle entente entraînerait l'isolement de l'Allemagne, écarterait le conflit mondial de la conjonction immédiate pour un temps assez long. D'autre part, ce compromis qui implique la fin de l'Espagne « démocratique », et un gouvernement national et solide en France, entraînerait pour ce pays une période de réaction très accentuée.

Comme on le voit, à tous points de vue, la France reste la clé de la situation internationale, comme le constatait avec insistance il y a deux ans le Centre pour la Quatrième Internationale.

Le cours des événements français dans les prochaines semaines, parallèlement à l'issue tragique qui se dessine pour la Révolution Espagnole et à l'approfondissement de la nouvelle crise économique, ouvrira sans doute une nouvelle période dans l'histoire révolutionnaire de l'après-guerre.

Redoublons d'efforts et d'énergie pour influencer ce cours, tentons d'en faire jaillir une nouvelle montée révolutionnaire. C'est la seule voie pour en finir avec le capitalisme, et par là-même avec la misère, le fascisme et la guerre.